Île-de-France : Le plan secret de construction d'un camp de migrants (Màj : La commune du Chesnay retenue)

15/09/2016 à 22h57

[…]L es préfets de différents départements de la petite couronne sont réunis en ce moment-même , dans le plus grand secret, pour évaluer la faisabilité des projets d'accueil des migrants. Plus précisément, les préfets recenseraient, communes par communes, les terrains disponibles pour installer des camps pour répartir le flux de migrants dans toute l'Île-de-France . Une réunion à laquelle les maires de communes ne sont pas conviés. Révélations.

Malgré les récentes déclarations du gouvernement, qui aurait épargné la Corse et l'Ile-de-France dans sa répartition des migrants pour désengorger les camps de Calais, il y aura bien plusieurs centres de migrants dans différentes communes d'Ile-de-France. La présidente de la région Valérie Pécresse avait d'ailleurs déjà confirmé cette information.

Invitée sur *RMC/BFMTV* hier 14 septembre, elle avait déclaré que « *les équipements publics de l'Ile-de-France n'ont pas vocation à accueillir des migrants. D'autant plus que ces bases de loisirs sont le jardin de ceux qui n'en ont pas. C'est vraiment très important pour la qualité de vie* », ajoutant que le gouvernement avait « *demandé de mettre un campement de migrants à Cergy-Pontoise* [dans le Val d'Oise, NDLR]*, et à Vernouillet* [dans les Yvelines, NDLR] ».

Un des camps de migrants devrait ouvrir à Louveciennes, commune située dans le département des Yvelines, qui

appartient au canton du Chesnay. Le maire du Chesnay, Philippe Brillault, n'en revient toujours pas : *« j'attends l'officialisation du préfet concernant ses annonces (…) combien de millier de migrants il y aura en Ile-de-France ? Mettre ça dans une banlieue bourgeoise, ça peut faire plaisir ; mais il y a aussi des gens simple chez nous ! (…) Nous ne sommes pas là pour défendre nos intérêts, mais ceux de nos citoyens »*.

Pour l'édile de la ville, qui attend toujours la confirmation officielle du préfet dont il dépend, *« il y a deux étapes. La première, c'est la répartition des migrants en province. Ils attendent de voir les réactions tout en nous disant que l'Ile-de-France et la Corse ne sont pas concernés. La deuxième étape, c'est celle qu'on s'apprête à vivre : l'ensemble des préfets sont réunis à Paris, et ils annonceront demain vendredi les projets d'implantation de migrants en Ile-de-France, et nous aurons une cartographie vendredi. » Tout en précisant que le maire « ne fera pas de l'anti-migrants » mais « de l'anti décision non concertée non démocratique avec absence totale de gestion des conséquences sur la sécurité », l'édile de du Chesnay prévient : « nous nous sentons ignorés par l'État ; je crains que dans les mois qui viennent, les semaines qui viennent, il puisse y avoir une réaction populaire forte. Il faut faire attention à l'étincelle. »*

Valeurs Actuelles

(Merci à Ramzy K.)